

ARRETE DU MAIRE

DÉLÉGATION DE FONCTIONS ET DE
SIGNATURE À M.CHRIAN
COUTURIER, ADJOINT AU MAIRE

Le Maire de la Ville de Chelles,

Vu le Code général des collectivités territoriales, en ses articles L. 2122-18 et L. 2122-20, qui confère au Maire le pouvoir de déléguer une partie de ses fonctions à un ou plusieurs de ses adjoints et à des membres du Conseil municipal,

Vu la délibération du Conseil municipal du 23 mai 2020 fixant le nombre d'adjoints au Maire,

Vu le procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 23 mai 2020, constatant l'élection de Monsieur Christian COUTURIER en qualité d'adjoint au Maire,

Vu l'ordre du tableau du Conseil municipal,

Considérant que pour la bonne marche des services municipaux et pour permettre une parfaite continuité du service public, il convient que l'exercice de certaines missions soit assuré par un adjoint au Maire,

ARRETE

Article 1^{er} :

L'arrêté n°A2020-275 du 27 mai 2020, portant délégation de fonctions et de signature à Monsieur Christian COUTURIER, en qualité d'adjoint au Maire, est abrogé.

Article 2 :

A compter du 1^{er} juillet 2022, délégation de fonctions et de signature est donnée à Monsieur Christian COUTURIER, en qualité d'adjoint au Maire, pour les questions relatives aux mobilités et à l'entretien des espaces urbains.

Article 3 :

A ce titre, Monsieur Christian COUTURIER pourra, notamment, signer les documents suivants :

- Tous les actes et courriers liés à la propreté et à l'entretien des espaces urbains,
- Tous les actes et courriers liés au stationnement, aux transports et aux déplacements,
- Tous les courriers et arrêtés de voirie liés à la réglementation de la circulation et du stationnement dans le cadre des travaux des concessionnaires ou autres demandeurs et découlant de l'utilisation du domaine public, ouvrant droit ou non à perception de droits de voirie,
- Tous les courriers et actes administratifs liés à l'installation et la mise en service des grues de chantier.

Article 4 :

Lors des astreintes de nuit, de fin de semaine ou de jours fériés ou chômés, qui lui auront été confiées, délégation de signature est également donnée à Monsieur Christian COUTURIER, pour les actes suivants :

- Les arrêtés d'admission à titre provisoire en soins psychiatriques,
- Les arrêtés portant interdiction temporaire d'habiter,
- La réquisition d'un médecin ou de toute autre personne dont la présence ou l'intervention est requise,
- Le dépôt de plainte au nom de la Commune,
- Tout acte rendu nécessaire par la situation d'urgence à laquelle il convient de faire face.

Article 5 :

Ces délégations de fonction et de signature s'exercent sous la surveillance et la responsabilité de Monsieur le Maire.

Le délégataire rendra compte au Maire, sans délai, de toutes les décisions prises et actes signés à ce titre.

Article 6 :

Monsieur Christian COUTURIER percevra l'indemnité fixée par la délibération du Conseil municipal.

Article 7 :

Les délégations données subsistent tant qu'elles ne sont pas rapportées.

Article 8 :

Par application de la délibération du Conseil municipal du 23 mai 2020 prise en vertu de l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales, les adjoints au Maire ayant reçu délégation du maire peuvent signer les décisions du maire, relatives aux compétences déléguées par le Conseil municipal. Ainsi, Monsieur Christian COUTURIER pourra signer les décisions du maire, relatives aux compétences déléguées par le Conseil municipal, pour les domaines visés à l'article 2.

Article 9 :

Le présent arrêté sera affiché et publié au recueil des actes administratifs.

Article 10 :

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Préfet de Seine-et-Marne
- Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Chelles,
- Monsieur Christian COUTURIER,

Chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Chelles, le 1^{er} juillet 2022



Brice Rabaste
Maire de Chelles,

Reçu en Préfecture de Seine-et-Marne le **18 JUIL. 2022**
Affiché ou notifié le **18 JUIL. 2022**

Cet arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Melun dans un délai de deux mois